

4

Commission paritaire de l'industrie alimentaire

Convention collective du 17.01.2002 modifiant les statuts du Fonds social et de garantie de la boulangerie, pâtisserie et salons de consommation annexés.

C.P. INDUSTRIE ALIMENTAIRE - Séance du 17.01.2002

A. INSTITUTION ET STATUTS

Art. 1^{er}

La Commission paritaire de l'industrie alimentaire convient, en application de la loi du 7 janvier 1958 concernant les fonds de sécurité d'existence, d'instituer un fonds de sécurité d'existence, dont les statuts sont fixés ci-après, pour **les boulangeries, les pâtisseries qui fabriquent des produits « frais » de consommation immédiate à très court délai de conservation** et les salons de consommation annexés à une pâtisserie.

Art. 2

La présente convention collective de travail produit ses effets le 1^{er} janvier 2001. Elle est conclue pour une durée indéterminée et peut être dénoncée par une des parties, moyennant préavis de trois mois, notifié par lettre recommandée à la poste, adressée au président de la Commission paritaire de l'industrie alimentaire et aux organisations qui y sont représentées.

STATUTS

Chapitre Ier - Dénomination, siège, but, durée.

Art. 1^{er}

Il est institué, avec effet au 1^{er} juillet 1997, un fonds de sécurité d'existence dénommé 'Fonds social et de garantie de la boulangerie, pâtisserie et salons de consommation annexés', ci-après dénommé le 'Fonds'.

Art. 2

Le siège du Fonds est établi à 1080 Bruxelles, Boulevard Mettewie 83. Ce siège peut être transféré partout ailleurs en Belgique par décision du conseil d'administration du Fonds.

Art. 3

Le Fonds a pour objet:

- 1° de percevoir les cotisations nécessaires au fonctionnement du Fonds;
- 2° d'accorder des avantages sociaux complémentaires dans le **secteur des boulangeries, des pâtisseries qui fabriquent des produits « frais » de consommation immédiate à très court délai de conservation et des salons de consommation annexés à une pâtisserie ;**

3° d'assurer le paiement de ces avantages.

NEEKLEGGING-DÉPÔT	REGISTR.-ENREGISTR.	62140/61
11 -02- 2002	18 -04- 2002	NR. N° 118

Art. 4

Le fonds est institué pour une période d'un an. Il est prorogé par tacite reconduction d'année en année, sauf dénonciation par une des organisations habilitées à désigner les administrateurs, signifiée au plus tard six mois avant l'échéance annuelle par lettre recommandée adressée au président du Fonds.

Chapitre II - Champ d'application

Art. 5

Les présents statuts s'appliquent:

- a) aux employeurs des entreprises relevant de la Commission paritaire de l'industrie alimentaire, secteur **des boulangeries, des pâtisseries qui fabriquent des produits « frais » de consommation immédiate à très court délai de conservation et des salons de consommation annexés à une pâtisserie**
- b) aux ouvriers et ouvrières occupés dans les entreprises précitées.

Chapitre III - Administration

Art. 6

Le Fonds est géré par un conseil d'administration composé paritairement de délégués patronaux et des travailleurs.

Le conseil compte douze membres, c'est-à-dire six délégués patronaux et six délégués des travailleurs.

Les délégués patronaux sont désignés par la 'Confédération belge de la boulangerie, pâtisserie, chocolaterie, glacerie, a.s.b.l.'.

Les délégués des travailleurs sont désignés par la Centrale Chrétienne Alimentation - Services, la Centrale Alimentation - Horeca - Services FGTB et la Centrale générale des syndicats libéraux de Belgique.

Le mandat de délégué est révocable par l'organisation qui l'a délivré.

Au cas où le mandat prendrait fin pour quelque cause que ce soit, l'organisation l'ayant délivré procède à son remplacement.

Art. 7

Le conseil d'administration désigne en son sein un président.

La durée du mandat de président est de quatre ans.

En alternance, l'organisation des employeurs désigne en son sein et les organisations des travailleurs désignent en leur sein le président.

Art. 8

Le conseil d'administration se réunit sur convocation du président. Le président est tenu de convoquer le conseil au moins une fois par an et à chaque fois qu'au moins

deux membres du conseil en font la demande Les convocations doivent contenir l'ordre du jour.

Le conseil d'administration désigne un secrétaire auquel il délègue la gestion journalière sous sa direction.

Il peut désigner en outre un rapporteur chargé de rédiger les procès-verbaux. Les procès-verbaux sont signés par celui qui a présidé la réunion.

Des extraits de ces procès-verbaux sont signés par le président ou par deux administrateurs.

Les décisions sont prises à l'unanimité. Pour que le vote soit valable, il faut que six membres au moins soient présents dont un délégué pour chacune des trois organisations de travailleurs et trois délégués patronaux

Art. 9

Le conseil d'administration a comme mission de gérer le Fonds et de prendre toutes mesures qui s'avèrent nécessaires à son bon fonctionnement. Il possède les pouvoirs les plus étendus pour la gestion et la direction du Fonds. Le conseil d'administration est représenté dans toutes ses actions et agit en justice par le président ou l'administrateur désigné à cet effet.

Les administrateurs ne sont responsables que pour l'exécution de leur mandat et il ne leur incombe aucune obligation personnelle par suite de leur gestion, à l'égard des engagements du Fonds.

Art. 10

Le conseil d'administration peut déléguer tout ou partie de ses pouvoirs à un ou plusieurs membres ou même à des tiers.

Chapitre IV - Financement

Art. 11

Le Fonds dispose des cotisations versées par les employeurs visés à l'article 5 a).

A. Cotisations de base

Art. 12

§ 1. A partir du 1^{er} janvier 2002 et pour une durée indéterminée, la cotisation des employeurs est fixée à 0,8 % des salaires déclarés à l'Office National de Sécurité Sociale, destinée au Fonds social et de garantie de la boulangerie, pâtisserie et salons de consommation annexés.

§ 2. Les cotisations suivantes sont perçues pour l'Institut de Formation professionnelle de l'industrie alimentaire, ci-après dénommé « I.F.P.» et pour le Fonds social et de garantie de la boulangerie, pâtisserie et salons de consommation annexés :

- A partir du 1^{er} janvier 2001 et jusqu'au 30 juin 2003, la cotisation des employeurs est fixée à 0,10 % des salaires déclarés à l'Office National de Sécurité Sociale, destinée au financement de P.I.F.P.
- A partir du 1^{er} janvier 2001 jusqu'au 30 juin 2003, la cotisation des employeurs est fixée à 0,10 % des salaires déclarés à l'Office National de Sécurité Sociale, destinée au Fonds social de la boulangerie, pâtisserie et salons de consommation annexés, pour le financement des initiatives de formation et d'emploi du personnel du secteur.

Art. 13

Les cotisations de base sont perçues et recouvrées par l'Office national de sécurité sociale. Lorsque la perception et le recouvrement ne s'effectuent pas par ledit organisme, le Fonds en est chargé conformément aux dispositions des articles 15, 16 et 17 des présents statuts qui ne s'appliquent que dans ce cas.

Art. 14

Les cotisations de base sont perçues par trimestre. Les sommes dues chaque trimestre échu doivent être versées par l'employeur, au plus tard le dernier jour du mois suivant le trimestre, au compte de chèques postaux du Fonds ou à une banque déterminée par le conseil d'administration.

Art. 15

L'employeur fait parvenir au Fonds chaque trimestre et au plus tard pour la fin du mois suivant celui-ci, une déclaration attestant les cotisations de base dues, sur des formulaires émanant du Fonds.

Art. 16

A partir du premier jour du deuxième mois suivant le trimestre pour lequel les cotisations de base sont dues, l'employeur est obligé de payer un supplément de 10 pourcent sur le montant des cotisations de base dues, augmenté d'un intérêt de retard de 5 pourcent sur le même montant, sans qu'une mise en demeure soit nécessaire.

Art. 17

Sans préjudice de l'application de l'article 14 de la loi du 7 janvier 1958 concernant les fonds de sécurité d'existence, le montant des cotisations de base ne peut être modifié que par des conventions collectives de travail conclues au sein de la Commission paritaire de l'industrie alimentaire, rendues obligatoires par arrêté royal.

B. Cotisations particulières

Art. 18

En exécution d'une convention collective de travail conclue au sein de la Commission paritaire de l'industrie alimentaire, le Fonds peut aussi percevoir des cotisations particulières dont les redevables, le montant, les époques et modalités de perception, ainsi que l'affectation qui doit être donnée à leur produit, sont déterminés dans la

convention collective de travail en application de laquelle ces cotisations particulières sont perçues.

Le Fonds assure la gestion du produit de ces cotisations particulières et l'affectation du produit, conformément à l'objet déterminé par la convention collective de travail qui en détermine le débit dans le cadre d'un compte budgétaire distinct, les dépenses ne pouvant en aucun cas dépasser les recettes particulières ainsi obtenues y compris les réserves constituées éventuellement par l'excédent de recettes antérieures sur les dépenses antérieures autorisées.

Chapitre V - Budget - Comptes

Art. 19

L'exercice prend cours le 1^{er} janvier et s'achève le 31 décembre.

Art. 20

Chaque année, au cours du mois de décembre au plus tard, le budget pour l'année suivante est soumis à l'approbation de la Commission paritaire de l'industrie alimentaire.

Art. 21

8 Les comptes de l'année écoulée sont clôturés au 31 décembre. La clôture et le bilan doivent être suffisamment détaillés du point de vue comptable. Le conseil d'administration, ainsi que le réviseur ou l'expert comptable désignés en vertu de l'article 12 de la loi du 7 janvier 1958 concernant les fonds de sécurité d'existence par la Commission paritaire de l'industrie alimentaire, présentent annuellement un rapport écrit sur l'exécution de leur mission au cours de l'année écoulée.

Le bilan ainsi que les rapports écrits susmentionnés doivent être soumis au cours du mois d'avril au plus tard à l'approbation de la Commission paritaire de l'industrie alimentaire.

Chapitre VI – Bénéficiaires et avantages supplémentaires

Art. 22

Les organisations de travailleurs représentées à la Commission paritaire de l'industrie alimentaire, proposent au conseil d'administration du Fonds, l'objet et le montant des avantages complémentaires choisis en application de l'article 3 2^o des présents statuts et dont l'octroi est réservé aux ouvriers et ouvrières visés à l'article 5 b) des mêmes statuts, et pour autant qu'il n'en aient pas été exclus pour non respect de la convention de paix sociale du 3 décembre 1964 de la Commission paritaire nationale de l'industrie alimentaire.

Cette exclusion est prononcée par le conseil d'administration du Fonds, sur avis d'un comité restreint institué à cette fin.

Art. 23

Dans les limites des ressources disponibles constituées conformément aux dispositions du chapitre IV des présents statuts, la nature, le montant et les modalités de paiement des avantages sociaux complémentaires mentionnés à l'article 23 sont fixés sur proposition du conseil d'administration du Fonds par convention collective de travail conclue au sein de la Commission paritaire de l'industrie alimentaire, rendue obligatoire par arrêté royal.

Chapitre VII - Dissolution, liquidation**Art. 24**

Le Fonds peut uniquement être dissous dans les circonstances prévues à l'article 4.

Le conseil d'administration désigne les liquidateurs, définit leurs pouvoirs et appointements et précise la destination des avoirs.

B. DISPOSITIONS FINALES**Art. 25**

Le Fonds succède aux droits et obligations, reprend l'actif et supporte le passif du 'Fonds social et de garantie de la boulangerie industrielle et artisanale et de la pâtisserie artisanale' institué par la convention collective de travail du 6 mars 1975, conclue au sein de la Commission paritaire nationale de l'industrie alimentaire, rendue obligatoire par arrêté royal du 9 septembre 1975.

La présente convention collective de travail remplace

- la convention collective du 24.09.1997, rendue obligatoire par A.R. du 12.11.1999 (MB. 05 01 2000) coordonnant les statuts du Fonds social de la boulangerie, pâtisserie et salons de consommation annexés
- la convention collective de travail du 24.09.1997 rendue obligatoire par A.R. du 26.11.1999 (M.B. 05.01.2000) modifiant les statuts du Fonds social et de garantie de la boulangerie, pâtisserie et salons de consommation annexés.
- la convention collective de travail du 05.05.2000 portant modification des statuts du « Fonds social et de garantie de la boulangerie, pâtisserie et salons de consommation annexés »
- la convention collective de travail du 05.07.2001 modifiant l'article 13 de la convention collective de travail du 24 septembre 1997 relative à la création d'un Fonds social de sécurité d'existence en application de la loi du 7 janvier 1958 et portant fixation de ses statuts, dénommé « Fonds social et de garantie de la boulangerie, pâtisserie et salons de consommation annexés ».

**Paritair Comité voor de voedingsnijverheid
Collectieve arbeidsovereenkomst van 17.01.2002 tot wijziging van de statuten
van net Waarborg- en Sociaal Fonds voor de bakkerij, banketbakkerij en
verbruikszalen bij een banketbakkerij.**

P.C. VOEDINGSNIJVERHEID - Zitting van 17.01.2002

A. OPRICHTING EN STATUTEN

Art. 1

Het Paritair Comité voor de voedingsnijverheid komt overeen in toepassing van de wet van 7 januari 1958 betreffende de fondsen voor bestaanszekerheid, een fonds voor bestaanszekerheid op te richten waarvan de statuten hierna zijn vastgesteld, voor **de bakkerijen, de banketbakkerijen die "verse" producten vervaardigen voor onmiddellijke consumptie met zeer beperkte houdbaarheid en de verbruikszalen bij een banketbakkerij.**

Art. 2

Deze collectieve arbeidsovereenkomst heeft uitwerking met ingang van 1 januari 2001.
Zij is gesloten voor onbepaalde tijd en kan worden opgezegd door één van de partijen mits een opzegging van drie maanden, betekend bij een ter post aangetekende brief aan de voorzitter van het Paritair Comité voor de voedingsnijverheid en aan de erin vertegenwoordigde organisaties.

STATUTEN

Hoofdstuk I - Benaming, maatschappelijke zetel, duur.

Art. 1

Er wordt met ingang van 1 juli 1997, een fonds voor bestaanszekerheid **opgericht** onder de benaming "Waarborg- en Sociaal Fonds voor de bakkerij, banketbakkerij en verbruikszalen bij een banketbakkerij" hierna het "Fonds" genoemd.

Art. 2

De zetel van het Fonds is gevestigd te 1080Brussel, Mettewielaan 83. Deze zetel kan bij beslissing van de raad van bestuur van het Fonds om het even waar elders in België overgebracht worden.

Art. 3

Het Fonds heeft tot doel:

- 1° het innen van de bijdragen, nodig voor de werking van het Fonds;
- 2° het toekennen van aanvullende sociale voordelen in de sector **van de bakkerijen, de banketbakkerijen die "verse" producten vervaardigen voor onmiddellijke consumptie met zeer beperkte houdbaarheid en de verbruikszalen bij een banketbakkerij.**

3° de uitkering van deze voordelen te verzekeren.

DEERLEGGING-DEPOT	REGISTR.-ENREGISTR.	NR. 62140/60
11-02-2002	18-04-2002	N° 178

Art. 4

Het Fonds is opgericht voor een période van één jaar. De duur wordt telkens stilzwijgend met één jaar verlengd, behalve opzegging door één van de organisaties gemachtigd om de bestuurders aan te duiden, betekend bij aangetekend schrijven aan de voorzitter van het Fonds ten laatste zes maanden vóór de jaarlijkse vervaldag.

Hoofdstuk II - Toepassingsgebied**Art. 5**

Deze statuten zijn van toepassing:

- a) op de werkgevers van de ondernemingen die onder de bevoegdheid vallen van het Paritair Comité voor de voedingsnijverheid, **sector van de bakkerijen, de banketbakkerijen die "verse" producten vervaardigen voor onmiddellijke consumptie met zeer beperkte houdbaarheid en de verbruikszalen bij een banketbakkerij.**
- b) op de arbeiders en arbeidsters, tewerkgesteld door hoger genoemde ondernemingen.

Hoofdstuk III - Beheer**Art. 6**

Het Fonds wordt beheerd door een raad van bestuur die paritair samengesteld is uit afgevaardigden van de werkgevers en werknemers.

Deze raad bestaat uit twaalf leden, te weten zes afgevaardigden van de werkgevers en zes afgevaardigden van de werknemers.

De afgevaardigden van de werkgevers worden aangesteld door de “Belgische Confederatie van de broodbakkerij, banketbakkerij, chocoladebewerking en ijsbereiding, v.z.w.”.

De afgevaardigden van de werknemers worden aangesteld door de Christelijke Centrale Voeding en Diensten, de Centrale Voeding - Horeca - Diensten ABVV en de Algemene Centrale der Libérale Vakbonden van België.

Het mandaat van afgevaardigde is herroepbaar door de organisatie die het afgeleverd heeft.

In geval een mandaat eindigt om welke oorzaak ook, voorziet de organisatie die het afgeleverd heeft in zijn vervanging.

Art. 7

De raad van bestuur duidt in zijn midden een voorzitter aan.

De duur van het mandaat van voorzitter bedraagt vier jaar.

Bij beurtwisseling duidt de werkgeversorganisatie in haar midden en duiden de werknemersorganisaties in hun midden de voorzitter aan.

Art. 8

De raad van bestuur vergadert op bijeenroeping van de voorzitter. De voorzitter is gehouden de raad bijeen te roepen minstens één maal per jaar en telkens wanneer ten minste twee leden van de raad erom verzoeken. De oproepingen moeten de agenda vermelden.

De raad van bestuur duidt een secretaris aan, aan wie hij het dagelijks beheer onder zijn leiding overdraagt.

Bovendien kan hij een verslaggever, die belast is met het opmaken van het verslag, aanduiden. Het verslag wordt ondertekend door diegene die de vergadering voorziet.

Uittreksels uit deze notulen worden ondertekend door de voorzitter of door twee bestuurders.

De beslissingen worden eenparig genomen. Opdat de stemming geldig zou zijn, moeten tenminste zes leden aanwezig zijn, waarvan één afgevaardigde voor ieder van de drie werknemersorganisaties en drie afgevaardigden van de werkgevers.

Art. 9

De raad van bestuur heeft tot opdracht het Fonds te beheren en alle maatregelen te treffen die nodig blijken voor de goede werking. Hij bezit de meest uitgebreide machten voor het beheren en het besturen van het Fonds. De raad van bestuur is vertegenwoordigd in al zijn handelingen en handelt in rechte door de voorzitter of de bestuurder daarvoor aangeduid.

De bestuurders zijn slechts verantwoordelijk voor de uitvoering van hun mandaten. Zij gaan geen enkele persoonlijke verplichting aan ten gevolge van hun beheer, ten opzichte van de verbintenissen van het Fonds.

Art. 10

De raad van bestuur kan zijn machten geheel of gedeeltelijk overdragen aan één of meerdere van zijn leden of zelfs aan derden.

Hoofdstuk IV - Financiering

Art. 11

Het Fonds beschikt over de bijdragen verschuldigd door de in artikel 5 a) bedoelde werkgevers.

A. Basisbijdragen

Art. 12

§ 1. Vanaf 1 januari 2002 en voor onheperkte duur, wordt de bijdrage van de werkgevers vastgesteld op 0,8 % van de lonen aangegeven aan de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid, bestemd voor het Waarborg- en Sociaal Fonds voor de bakkerij, banketbakkerij en verbruikszalen bij een banketbakkerij.

§ 2. De volgende bijdragen worden geïnd voor het “Instituut voor Professionele Vorming van de voedingsnijverheid, hierna genoemd “I.P.V.” en voor het Waarborg- en Sociaal Fonds voor de bakkerij, banketbakkerij en verbruikszalen bij een banketbakkerij:

- Vanaf 1 januari 2001 tot 30 juni 2003, wordt de bijdrage van de werkgevers vastgesteld op 0,10 % van de lonen aangegeven aan de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid, bestemd voor de financiering van het I.P.V.
- Vanaf 1 januari 2001 tot 30 juni 2003, wordt de bijdrage van de werkgevers vastgesteld op 0,10 % van de lonen aangegeven aan de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid, bestemd voor het Waarborg- en Sociaal Fonds voor de bakkerij, banketbakkerij en verbruikszalen bij een banketbakkerij, voor de financiering van de vormings- en tewerkstellingsinitiatieven van het personeel van de sector.

Art. 13

De basisbijdragen worden geïnd en ingevorderd door de Rijksdienst voor sociale zekerheid. Wanneer de inning en de invordering niet door deze instelling geschieden, wordt het Fonds ermee belast, overeenkomstig de bepalingen van artikelen 15, 16 en 17 van deze statuten welke slechts in dat geval van toepassing zijn.

Art. 14

De basisbijdragen zijn om het kwartaal verschuldigd. De voor elk kwartaal vervallen verschuldigde sommen moeten door de werkgever gestort worden op de postcheckrekening van het Fonds of op een door de raad van bestuur bepaalde bank en dit uiterlijk op de laatste dag van de maand volgend op het kwartaal.

Art. 15

De werkgever stuurt per kwartaal en uiterlijk vóór het einde van de maand volgend op dit kwartaal naar het Fonds een aangifte tot staving van de verschuldigde basisbijdragen, op formulieren die door het Fonds worden verstrekt.

Art. 16

Vanaf de eerste dag van de tweede maand volgend op het kwartaal waarop de basisbijdragen betrekking hebben, is de werkgever verplicht een verhoging van 10 percent te betalen op het bedrag der verschuldigde basisbijdragen verhoogd met een nalatigheidintrest van 5 percent op hetzelfde bedrag zonder dat hiervoor ingebrekestelling vereist is.

Art. 17

Onverminderd de toepassing van artikel 14 van de wet van 7 januari 1958 betreffende de fondsen voor bestaanszekerheid kan het bedrag der basisbijdragen slechts gewijzigd worden bij collectieve arbeidsovereenkomsten gesloten in het Paritair Comité voor de voedingsnijverheid, algemeen verbindend verklaard bij koninklijk besluit.

B. Bijzondere bijdragen

Art. 18

In uitvoering van een in het Paritair Comité voor de voedingsnijverheid gesloten collectieve arbeidsovereenkomst kan het Fonds ook bijzondere bijdragen innen waarvan de bijdrageplichtigen, het bedrag, de tijdstippen en de modaliteiten van heffing, evenals de bestemming die aan de opbrengst ervan moet gegeven worden, worden vastgesteld in de collectieve arbeidsovereenkomst in toepassing waarvan deze bijdragen worden geïnd.

Het Fonds beheert de opbrengst van deze bijzondere bijdragen en gebruikt ze voor het doel bepaald in de collectieve arbeidsovereenkomst die de betalingsplicht vastlegt, in het kader van een afzonderlijke begrotingspost, met dien verstande dat de uitgaven in geen geval hoger mogen zijn dan de aldus bekomen bijzondere inkomsten met inbegrip van de reserves die zouden gevormd zijn door het overschot van de vroegere inkomsten op de vroegere toegestane uitgaven.

Hoofdstuk V - Begroting - Rekeningen

Art. 19

Het dienstjaar neemt een aanvang op 1 januari en sluit op 31 december.

Art. 20

Elk jaar wordt, uiterlijk tijdens de maand december, een begroting voor het volgend jaar ter goedkeuring voorgelegd aan het Paritair Comité voor de voedingsnijverheid.

Art. 21

Op 31 december worden de rekeningen van het afgelopen jaar afgesloten. De afsluiting en de balans dienen op rekenplichtig gebied voldoende omschreven te zijn. De raad van bestuur alsmede de, bij toepassing van artikel 12 van de wet van 7 januari 1958 betreffende de fondsen voor bestaanszekerheid door het Paritair Comité voor de voedingsnijverheid, aangewezen revisor of accountant brengen jaarlijks een schriftelijk verslag uit over het vervullen van hun opdracht tijdens het afgelopen jaar.

De balans, samen met de hoger genoemde schriftelijke verslagen, dienen uiterlijk tijdens de maand april ter goedkeuring aan het Paritair Comité voor de voedingsnijverheid voorgelegd te worden.

Hoofdstuk VI - Rechthebbenden en aanvulende socialevoordeien

Art. 22

De werknemersorganisaties vertegenwoordigd bij het Paritair Comité voor de voedingsnijverheid stellen aan de raad van bestuur van het Fonds het voorwerpen het bedrag voor van de aanvulende sociale voordeien gekozen in toepassing van artikel 3, 2° van deze statuten en waarvan de toekenning voorbehouden is aan de in artikel 5 b° van dezelfde statuten bedoelde arbeiders en arbeidsters, en op voorwaarde dat ze niet uitgesloten werden wegens het niet eerbiedigen van de overeenkomst voor sociale vrede van 3 december 1964 van het Nationaal Paritair Comité voor de voedingsnijverheid.

Deze uitsluiting wordt uitgesproken door de raad van bestuur van het Fonds, op advies van een beperkt comité terzake ingesteld.

Art.23

Binnen de grenzen van de beschikbare inkomsten gevormd overeenkomstig de bepalingen van hoofdstuk IV van deze statuten, worden de aard, het bedrag en de betalingsmodaliteiten van de bij artikel 23 vermelde aanvullende sociale voordelen vastgesteld op voorstel van de raad van bestuur van het Fonds bij collectieve arbeidsovereenkomst gesloten in het Paritair Comité voor de voedingsnijverheid, algemeen verbindend verklaard bij koninklijk besluit.

Hoofdstuk VII - Ontbinding, vereffening

Art.24

Het Fonds kan enkel ontbonden worden in de omstandigheden bepaald bij artikel 4.

De raad van bestuur wijst de vereffenaars aan, bepaalt hun machten en bezoldigingen en duidt de bestemming van het vermogen aan.

B. SLOTBEPALINGEN

Art.25

Het Fonds neemt de rechten en plichten over, neemt het actief over en draagt het passief van het "Waarborg- en Sociaal Fonds voor de industriële bakkerij, kleinbakkerij en kleinbanketbakkerij", opgericht door de collectieve arbeidsovereenkomst van 6 maart 1975 gesloten in het Nationaal Paritair Comité voor de voedingsnijverheid, algemeen verbindend verklaard bij koninklijk besluit van 9 september 1975.

Deze collectieve arbeidsovereenkomst vervangt

- de collectieve arbeidsovereenkomst van 24.09.1997 algemeen verbindend verklaard bij K.B van 12.11.1999 (B.S. 05.01.2000) tot coördinatie van de statuten van het Waarborg- en Sociaal Fonds voor de bakkerij, banketbakkerij en verbruikszalen bij een banketbakkerij
- de collectieve arbeidsovereenkomst van 24.09.1997 algemeen verbindend verklaard bij K.B. van 26.11.1999 (B.S. 05.01.2000) tot wijziging van de statuten van het Waarborg- en Sociaal Fonds voor de bakkerij, banketbakkerij en verbruikszalen bij een banketbakkerij
- de collectieve arbeidsovereenkomst van 05.05.2000 houdende wijziging van de statuten van het "Waarborg- en Sociaal Fonds voor de bakkerij, banketbakkerij en verbruikszalen bij een banketbakkerij"
- de collectieve arbeidsovereenkomst van 05.07.2001 tot wijziging van artikel 13 van de collectieve arbeidsovereenkomst van 24 september 1997 inzake de oprichting van een Fonds voor bestaanszekerheid in uitvoering van de wet van 7 januari 1958 en houdende vaststelling van zijn statuten, genoemd "Waarborg- en Sociaal Fonds voor de bakkerij, banketbakkerij en verbruikszalen bij een banketbakkerij".